La carte est pensée en deux parties : La chaîne de production de l'armement en haut à droite et la cartographie de la région sud-est sur le reste. La chaîne est représentée par une fresque qui en retrace les différentes étapes, expliquées par des encadrés blancs : de l'extraction des minerais jusqu'aux contextes d'usage des armes. Les encadrés en rouge illustrés par des dessins de la même couleur donnent des exemples de résistances et de luttes qui, à différents endroits de cette chaîne, ont contribué à enrayer ou contester la machine de guerre. La partie carte situe les acteurs et entreprises impliqués localement dans la production d'armement, avec un zoom sur Marseille au centre ainsi que des exemples de luttes et résistances dans la ville.

La chaîne de production de l'armement et ses résistances :

Extractivisme - néocolonialisme :
Le productivisme et les technologies high-tech de l'industrie de l'armement nécessitent toujours plus de minerais et de terres rares, reposant sur l'extractivisme et l'empoisonnement génocidaires. Ces pratiques coloniales et néocoloniales se basent sur l'expropriation des peuples, l'accaparement des terres, le brûlement des sols, le bombardements d'armes chimiques qui détruisent les écosystèmes et les ressources de subsistances. Des zones comme la région minière congolaise du Katanga, détentrice de la moitié de la production mondiale de cuivre et cobalt, deviennent un centre névralgique de l'impérialisme.

Depuis 3 ans **nous assistons à un génocide toujours en cours** et la colonisation de nouveaux territoires en Palestine, au sud du Liban et en Syrie. Dans ce contexte nous avons été témoins de la décomplexion totale du soutien au projet sioniste et plus largement a une affirmation des projets impérialistes du Nord Global. **Une des pièces maîtresse de cette période mortifère est l'industrie de l'armement** à la fois comme secteur d'expansion capitaliste mais aussi comme moteur de la guerre nécessaire au maintien et l'élargissement des intérêts occidentaux et de leurs alliés.

Dans ce contexte cette cartographie répond a un double intérêt.

D'une part, **elle rend moins opaque** les rouages de la chaîne de la production de l'armement, **pointer les responsables** en jeu et **mettre en lumière** les différents acteurs impliqués dans cette industrie dans le sud-est de la France. D'autre part, **elle permet d'archiver les luttes pour nourrir nos possibilités actuelles de mobilisation et de résistance.**

Il est en effet important de faire ce travail de décryptage car **la France est le deuxième exportateur mondial d'armes**, 9 des plus grands groupes industriels de l'armement sont français et plus de 4500 entreprises françaises et 220 000 emplois participent au secteur de l'armement. **La France est aussi une des principales puissance capitaliste, impérialiste, coloniale et néo-coloniale en tant que membre de l'OTAN**, avec ses territoires dits «d'outre-mer», le franc CFA, l'armement de milices, l'organisation de coups d'état, etc.

Par ailleurs **le travail d'éducation populaire, de décolonisation de nos esprits et de nos récits est colossal et indispensable.** Le travail de mémoire est en soi un enjeu militant ; cette cartographie se veut en être une participation. Nous avons souhaité faire apparaître des formes de résistances variées à la fois dans les contextes dans lesquels les personnes ont résisté mais aussi dans les formes et modalités d'action. Il s'agit donc d'une ébauche de travail de mémoire qui est imparfaite et qui se veut avant tout être **un support amenant à nourrir les capacités collectives à agir dans le présent.** À notre sens, nous ne devons pas nous enfermer dans des pratiques rodées mais réellement nous poser les questions des portées stratégiques de nos organisations. Dans cette recherche, la mémoire des luttes n'est pas un musée : **elle est une réserve d'expériences, de savoirs et de possibilités.**

Cette cartographie est un travail collaboratif entre les Digitales et Stop Arming Israel 13.

Les Digitales est un collectif d'écologies politiques qui lutte pour la liberté d'habiter, de circuler et de s'organiser. Nous avons organisé plusieurs tournées de solidarité avec la lutte du peuple Palestinien pour parler stratégies avec différents collectifs dont SAI13. La tournée dans le sud de la France était très importante, car la région sud-est est la première en terme de production d'armement notamment dans la filière aéronavale avec des ports comme Fos-sur-Mer qui sont des plateformes pour l'industrie de l'armement. 70 000 emplois y sont liés à l'industrie de la défense, soit un tiers des effectifs nationaux. C'est aussi une région avec une très forte implantation de l'extrême droite. Les collectifs qui luttent contre l'islamophobie et le racisme sont centraux dans la mobilisation de solidarité avec la Palestine. Il n'y aura pas de libération de la Palestine sans démantèlement de l'industrie militaire, et pas de solidarité avec la lutte du peuple palestinien sans combat contre le racisme en Europe.

Stop Arming Israël 13 est un collectif qui mène une campagne depuis 2024, en réponse à l'appel de travailleur·ses palestinien·nes, contre les entreprises complices de l'armement de l'Etat d'Israël à Marseille et ses alentours. Nous nous mobilisons contre la fabrication de ces armes, par exemple à Eurolinks, et contre leur transport comme au port de Marseille-Fos. On lutte aussi plus largement, aux côtés d'autres collectifs, contre le militarisme et l'impérialisme.

La guerre se fabrique près de chez nous.

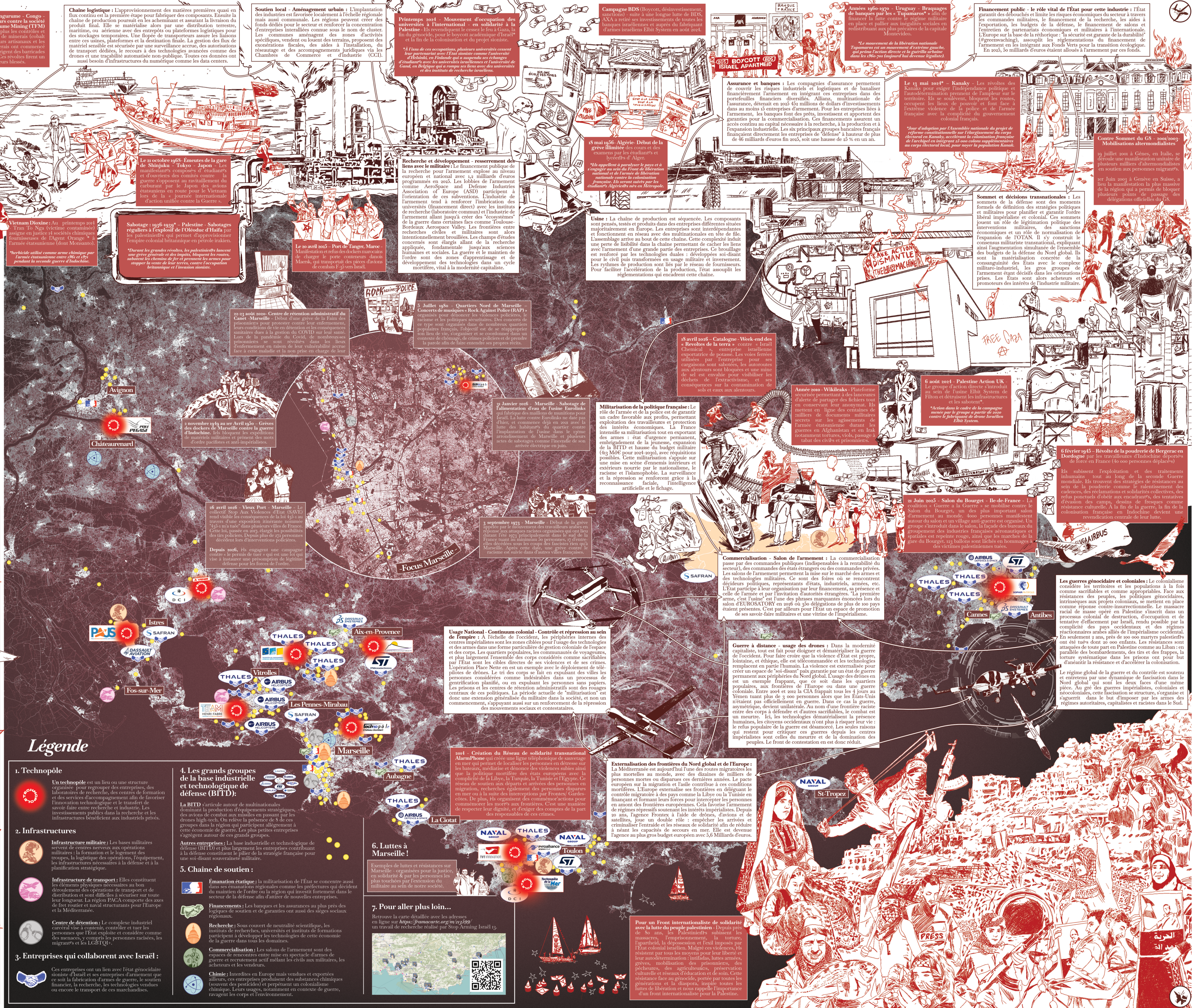
Cartographie du complexe militaro-industriel

Rouages & résistances en région sud-est et ailleurs !

Les Digitales – Stop Arming Israël 13

les.digitales - stoparmingisrael_13

2026



1er Février 2024 - Fungurume - Congo - révoltes des travailleurs contre la société minière Tenke Fugurume Mining (TFM) qui renforce toujours plus les contrôles et empêche les passages de minerais (cobalt et cuivre). Les creuseurs artisanaux et les transporteurs de minerais ont commencé par bloquer la route, érigent des barricades et brûlent des pneus. Ces révoltes firent un mort et plusieurs blessés.

Chaîne logistique : L'approvisionnement des matières premières quasi en flux continu est la première étape pour fabriquer des composants. Ensuite la chaîne de production poursuit en les acheminant et assurant la livraison du produit final. Elle se matérialise alors par une distribution terrestre, maritime, ou aérienne avec des entrepôts ou plateformes logistiques pour des stockages temporaires. Une flopée de transporteurs assure les liaisons entre ces usines, plateformes et la destination finale. La gestion des flux de matériel sensible est sécurisée par une surveillance accrue, des autorisations de transport dédiées, le recours à des technologies avancées comme des drones et une traçabilité automatisée non-publique. Toutes ces données ont aussi besoin d'infrastructures du numérique comme les data centers.

Soutien local - Aménagement urbain : L'implantation des industries est favorisée localement à l'échelle régionale mais aussi communale. Les régions peuvent créer des fonds dédiés pour le secteur et renforcer la concentration d'entreprises interalliées connue sous le nom de cluster. Les communes aménagent des zones d'activités spécifiques, vendent ou louent des terrains, proposent des exonérations fiscales, des aides à l'installation, du réseautage et des accompagnements juridiques via les Chambres de Commerce et d'industrie (CCI).

Printemps 2024 - Mouvement d'occupation des universités à l'international - en solidarité à la Palestine - Iels revendiquent le cessez le feu à Gaza, la fin du génocide, pour le boycott académique d'Israël* et la fin de la colonisation et du projet sioniste.

À l'issu de ces occupations, plusieurs universités cessent leur partenariat avec l'Etat sioniste comme l'université d'Helsinki, en Finlande qui a suspendu ses échanges d'étudiant·es avec les universités israéliennes et l'université de Gand, en Belgique qui a rompu ses liens avec des universités et des instituts de recherche israéliens.

Campagne BDS (Boycott, désinvestissement, sanctions) - suite à une longue lutte de BDS, AXA a retiré ses investissements de toutes les banques israéliennes et auprès du fabriquant d'armes israéliens Elbit System en août 2024.

Années 1960-1970 - Uruguay - Braquages de banques par les « Tupamaros* » afin de financer la lutte contre le régime militaire en place et pallier aux inégalités sociales en redistribuant aux plus précaires de la capitale Montevideo.

Le mouvement de la libération nationale Tupamaros est un mouvement d'extrême gauche, qui prôna l'action directe et la guérilla urbaine dans les 1960-70s (aujourd'hui devenue légaliste).

Financement public - le rôle vital de l'État pour cette industrie : l'État garantit des débouchés et limite les risques économiques du secteur à travers les commandes militaires, le financement de la recherche, les aides à l'exportation, les budgets de la défense, le financement de salons et l'entretien de partenariats économiques et militaires à l'internationale. L'Europe sur la base de la réthorique : "la sécurité est garante de la durabilité" (#greenwaching), assouplit les réglementations du financement de l'armement en les intégrant aux Fonds Verts pour la transition écologique. En 2025, 50 milliards d'euros étaient alloués à l'armement par ces fonds.

Le 21 octobre 1968- Émeutes de la gare de Shinjuku - Tokyo - Japon - Les manifestant·es composé·es d'étudiant·es et d'ouvrier·es des comités contre la guerre s'opposent au ravitaillement du carburant par le Japon des avions étatsuniens en route pour le Vietnam lors de la « journée internationale d'action unifiée contre la Guerre ».

Vietnam Dioxine : Au printemps 2014 - Tran To Nga (victime contaminée) assigne en justice 14 sociétés chimiques fournisseuses de l'Agent Orange * à l'armée étatsunienne (dont Monsanto).

herbicide utilisé comme arme chimique par l'armée étatsunienne entre 1961 et 1971 pendant la seconde guerre d'Indochine.

Sabotage : 1936-1939* – Palestine - Sabotages réguliers à l'explosif de l'Oléoduc d'Haifa par les palestinien·nes qui permet d'approvisionner l'empire colonial britannique en pétrole irakien.

Durant les grandes révoltes, les palestinien·nes lancent une grève générale et des impôts, bloquent les routes, sabotent les chemins de fer et prennent les armes pour stopper la vente de leur terres, contre l'occupation britannique et l'invasion sioniste.

Le 20 avril 2025 – Port de Tanger, Maroc - Manifestation et refus des dockers marocains de charger le porte conteneurs danois Maersk, qui transportait des pièces d'avions de combats F-35 vers Israël.

Recherche et développement - resserrement des liens avec le militaire : Le financement publique de la recherche pour l'armement explose au niveau européen et national avec 1,2 milliards d'euros programmés en 2025. Les lobbies de l'armement comme AeroSpace and Defense Industries Association of Europe (ASD) participent à l'orientation de ces subventions. L'industrie de l'armement tend à renforcer l'imbrication des universités (financement direct) avec les instituts de recherche (laboratoire commun) et l'industrie de l'armement allant jusqu'à créer des "écosystèmes" de la guerre dans certaines facs comme Toulouse-Bordeaux Aerospace Valley. Les frontières entre recherches civiles et militaires sont alors intentionnellement brouillées. Les champs d'études concernés sont élargis allant de la recherche appliquée, fondamentale jusqu'aux sciences humaines et sociales. La guerre et le maintien de l'ordre sont des zones d'apprentissage et de développement des technologies dans un cycle mortifère, vital à la modernité capitaliste.

18 mai 1956- Algérie- Début de la grève illimitée des cours et des examens par les étudiant·es et lycéen·nes d'Alger.

Iels appellent à paralyser le pays et à s'engager au sein du Front de libération national et de l'armée de libération nationale contre la colonisation française. Iels seront suivi·es par les étudiant·es Algérien·nes né·es en Métropole.

Assurance et banques : Les compagnies d'assurance permettent de couvrir les risques industriels et logistiques et de banaliser financièrement l'armement en intégrant ces entreprises dans des portefeuilles financiers diversifiés. Allianz, multinationale de l'assurance, détenait en 2025 452 millions de dollars d'investissements dans au moins 15 entreprises d'armement. Pour les entreprises liées à l'armement, les banques font des prêts, investissent et apportent des garanties pour la commercialisation. Ces financements assurent un accès continu au capital nécessaire à la recherche, à la production et à l'expansion industrielle. Les six principaux groupes bancaires français finançaient directement les entreprises de "défense" à hauteur de plus de 46 milliards d'euros fin 2025, soit une hausse de 25 % en un an.

Le 13 mai 2024* – Kanaky - Les révoltes des Kanaks pour exiger l'indépendance politique et l'autodétermination prennent de l'ampleur sur le territoire. Iels se soulèvent, bloquent les routes, occupent les lieux de pouvoir et font face à l'extrême violence de la police et de l'armée française avec la complicité du gouvernement colonial français.

Jour d'adoption par l'Assemblée nationale du projet de réforme constitutionnelle sur l'élargissement du corps électoral en Kanaky, accélérant la colonisation française de l'archipel en intégrant 25 000 colons supplémentaires au corps électoral local, pour noyer la population Kanak.

Contre Sommet du G8 - 2001/2003- Mobilisations altermondialistes

19 juillet 2001 à Gênes, en Italie, se déroule une manifestation unitaire de plusieurs milliers d'altermondialistes en soutien aux personnes migrant·es.

1er Juin 2003 à Genève en Suisse, a lieu la manifestation la plus massive de la région qui a permis de bloquer plusieurs points de passage des délégations officielles du G8.

Usine : La chaîne de production est séquencée. Les composants sont pensés, testés et produits dans des entreprises différentes situées majoritairement en Europe. Les entreprises sont interdépendantes et fonctionnent en réseau avec des multinationales en tête de file. L'assemblage arrive au bout de cette chaîne. Cette complexité induit une perte de lisibilité dans la chaîne permettant de cacher les liens avec l'armement d'une grande partie des entreprises. Ce brouillage est renforcé par les technologies duales : développées soi-disant pour le civil puis transformées en usage militaire et inversement. Les rythmes de production sont liés par le réseau de fournisseurs. Pour faciliter l'accélération de la production, l'état assouplit les réglementations qui encadrent cette chaîne.

Sommet et décisions transnationales : Les sommets de la défense sont des moments formels de définition des stratégies politiques et militaires pour planifier et garantir l'ordre libéral impérialiste et colonial. Ces sommets jouent un rôle de légitimation politique des interventions militaires, des sanctions économiques et un rôle de normalisation de l'expansion de l'OTAN. Il s'y construit le consensus militariste transnational, expliquant ainsi l'augmentation simultanée de l'ensemble des budgets de la défense du Nord global. Ils sont la matérialisation concrète de la consanguinité des États avec le complexe militaro-industriel, les gros groupes de l'armement étant décisifs dans les orientations prises. Les États sont alors acheteurs et promoteurs des intérêts de l'industrie militaire.

22-23 août 2020- Centre de rétention administratif du Canet -Marseille - Début d'une grève de la Faim des prisonnier·es pour protester contre leur enfermement, leurs conditions de vie en détention et les conséquences sanitaires dues à la gestion du COVID sur leur santé. Lors de la pandémie du Covid, de nombreux·ses prisonnier·es se sont révolté·es dans les lieux d'enfermement en raison de leur vulnérabilité accrue face à cette maladie et la non prise en charge de leur situation.

5 Juillet 1980 - Quartiers Nord de Marseille – Concerts de musiques « Rock Against Police (RAP) » organisés pour dénoncer les violences policières, le racisme et les politiques sécuritaires. Des concerts de ce type sont organisés dans de nombreux quartiers populaires français, l'objectif est de se réapproprier son lieu de vie, s'organiser et se coordonner dans un contexte de chômage, de crimes policiers et de prendre la parole afin de faire entendre ses propres récits.

2 novembre 1949 au 1er Avril 1950 – Grèves des dockers de Marseille contre la guerre d'Indochine. Iels bloquent les expéditions de matériels militaires et prônent des mots d'ordre pacifistes et anti-impérialistes.

31 Janvier 2026 - Marseille - Sabotage de l'alimentation d'eau de l'usine Eurolinks qui fabrique des maillons de munitions pour Israël. La lutte contre Eurolinks ne date pas d'hier, et commence déjà en 2021 avec la lutte des habitant·es du quartier contre l'implantation de l'usine dans le 13ème arrondissement de Marseille et plusieurs actes de sabotages comme l'incendie de son arrivée électrique en juin.

26 avril 2026 - Vieux Port - Marseille - Le collectif Stop Aux Violences d'Etat (SAVE) rend visible les conséquences de la loi 435-1 au travers d'une exposition itinérante nommée "435-1 m'a tuée" dans plusieurs villes de France. Cette loi, passée en 2017, élargit les possibilités des tirs policiers. Depuis plus de 272 personnes décèdent lors d'interventions policières.

Depuis 2026, iels engagent une campagne contre « le permis de tuer » qui est une loi qui vise à instaurer une présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre.

3 septembre 1973 - Marseille - Début de la grève appelée par le mouvement des travailleurs arabes en réponse aux attaques racistes organisées qui ont lieu durant l'été 1973 principalement dans le sud de la France tuant au minimum 50 personnes, 17 d'entre-elles décédées sous les coups des fascistes rien qu'à Marseille. Après cette date, une grève contre le racisme est suivie dans d'autres villes françaises.

18 avril 2026 – Catalogne - Week-end des « Revoltes de la terra » contre « Israël Chemical », entreprise israélienne exportatrice de potasse. Les voies ferrées utilisées par l'entreprise pour ses cargaisons sont sabotées, les autoroutes aux alentours sont bloquées et une mine de sel est envahie pour visibiliser les déchets de l'extractivisme, et ses conséquences sur la contamination de sols et eaux aux alentours.

Année 2010 - Wikileaks - Plateforme sécurisée permettant à des lanceur·ses d'alerte de partager des fichiers tout en conservant leur anonymat. Iels mettent en ligne des centaines de milliers de documents militaires secrets sur les agissements de l'armée étatsunienne durant les guerres en Afghanistan et en Irak notamment tortures, viols, passage à tabat des civil·es et prisonnier·es.

6 août 2024 - Palestine Action UK - Le groupe d'action directe s'introduit au sein de l'usine Elbit System de Filton et détruisent les infrastructures et les sabotent*.

Action dans le cadre de la campagne menée par le groupe a partir de 2020 contre le fabriquant de drone Israëlien Elbit System.

Militarisation de la politique française : Le rôle de l'armée et de la police est de garantir un cadre favorable aux profits, permettant exploitation des travailleur·ses et protection des intérêts économiques. La France intensifie sa militarisation tout en exportant des armes : état d'urgence permanent, embrigadement de la jeunesse, expansion de la BITD et hausse du budget militaire (413 Md€ pour 2024-2030), avec réquisitions possibles. Cette militarisation s'appuie sur une mise en scène d'ennemis intérieurs et extérieurs nourrie par le nationalisme, le racisme et l'islamophobie. La surveillance et la répression se renforcent grâce à la reconnaissance faciale, l'intelligence artificielle et le fichage.

6 février 1945 – Révolte de la poudrerie de Bergerac en Dordogne par les travailleur·ses d'Indochine déporté·es de force en France (40 000 personnes déplacé·es)

Iels subissent l'exploitation et des traitements inhumains tout au long de la seconde Guerre mondiale. Iels trouvent des stratégies de résistances au sein de la poudrerie comme le ralentissement des cadences, des réclamations et solidarités collectives, des refus ponctuels d'obéir aux encadrant·es, des tentatives d'évasion des camps, dessins de fresques comme résistance culturelle. À la fin de la guerre, la fin de la colonisation française en Indochine devient une revendication centrale de leur lutte.

21 Juin 2025 - Salon du Bourget - Ile-de-France - La coalition « Guerre a la Guerre » se mobilise contre le Salon du Bourget, un des plus important salon d'armement au monde. 4000 personnes manifestent autour du salon et un village anti-guerre est organisé. Un groupe s'introduit dans le salon, la façade des bureaux du groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales est repeinte rouge, ainsi que les marches de la gare du Bourget. 123 ballons sont lâchés en hommages à des victimes palestiniennes tuées.

Commercialisation - Salon de l'armement : La commercialisation passe par des commandes publiques (indispensables à la rentabilité du secteur), des commandes des états étrangers ou des commandes privées. Les salons de l'armement permettent la mise sur le marché des armes et des technologies militaires. Ce sont des foires où se rencontrent décideurs politiques, représentants d'états, industriels, armées, etc. L'État participe à leur organisation par leur financement, sa présence et celle de l'armée et par l'invitation d'autorités étrangères. "La première arme, c'est l'usine" est l'une des phrases marquantes énoncées lors du salon d'EUROSATORY en 2026 où 350 délégations de plus de 100 pays étaient présentes. C'est par ailleurs pour l'État un espace de promotion de ses savoir-faire militaires et une vitrine de l'impérialisme.

Guerre à distance - usage des drones : Dans la modernité capitaliste, tout est fait pour éloigner et dématérialiser la guerre de l'occident. Pour faire croire que la violence d'État est propre, lointaine, et éthique, elle est télécommandée et les technologies remplacent en partie l'humain. La violence est externalisée pour créer un espace de "soi-disant" paix garantie par un état de guerre permanent aux périphéries du Nord global. L'usage des drônes en est un exemple frappant, que ce soit dans les quartiers populaires, aux frontières de l'Europe ou dans une guerre coloniale. Entre 2004 et 2012 la CIA frappait tous les 4 jours au Yémen tuant plus de 3 000 personnes alors que les États-Unis n'étaient pas officiellement en guerre. Dans ce cas la guerre, asymétrique, devient unilatérale. Au nom d'une frontière raciste entre des corps à défendre et d'autres sacrifiables, le combat est un meurtre. Ici, les technologies dématérialisent la présence humaines, les citoyens occidentaux n'ont plus à risquer leur vie : le refus populaire de la guerre est désamorcé. Les seules raisons qui restent pour critiquer ces guerres depuis les centres impérialistes sont celles du meurtre et de la domination des peuples. Le front de contestation en est donc réduit.

Usage National - Continuum colonial - Contrôle et répression au sein de l'empire : À l'échelle de l'occident, les périphéries internes des centres impérialistes sont les zones ciblées pour l'usage des technologies et des armes dans une forme particulière de gestion coloniale de l'espace et des corps. Les quartiers populaires, les communautés de voyageur·ses, et plus largement l'ensemble des corps considérés comme sacrifiables par l'État sont les cibles directes de ses violences et de ses crimes. L'opération Place Nette en est un exemple avec le déploiement de télé-pilotes de drônes. Le tri des corps se fait en expulsant des villes les personnes considérées comme indésirables dans un processus de gentrification planifié, ou en expulsant les personnes sans papiers. Les prisons et les centres de rétention administratifs sont des rouages centraux de ces politiques. La période actuelle de "militarisation" est donc une extension généralisée du militaire dans la société, et non un commencement, s'appuyant aussi sur un renforcement de la répression des mouvements sociaux et contestataires.

2014 - Création du Réseau de solidarité transnational AlarmPhone qui créée une ligne téléphonique de sauvetage en mer qui permet de localiser les personnes en détresse sur les bateaux, médiatise et dénonce des violences subies ainsi que la politique mortifère des états européens avec la complicité de la Libye, la Turquie, la Tunisie et l'Egypte. Ce réseau de soutien aux départs et arrivées des personnes en migration, recherches également des personnes disparu·es en mer ou à la suite des interceptions par Frontex/ Gardes-côtes. De plus, iels organisent des commémor'actions pour commémorer les mort·es aux frontières. C'est une manière de respecter leur dignité, et d'exiger des comptes de la part des responsables de ces crimes.

Externalisation des frontières du Nord global et de l'Europe : La Méditerranée est aujourd'hui l'une des routes migratoires les plus mortelles au monde, avec des dizaines de milliers de personnes mortes ou disparues ces dernières années. Le pacte européen sur la migration et l'asile contribue à ces conditions mortifères. L'Europe externalise ses frontières en déléguant le contrôle migratoire à des pays comme la Libye ou la Tunisie en finançant et formant leurs forces pour intercepter les personnes en amont des frontières européennes. Cela favorise l'armement de régimes répressifs soutenant les intérêts impérialistes. Depuis 20 ans, l'agence Frontex à l'aide de drônes, d'avions et de satellites, joue un double rôle : empêcher les arrivées et criminaliser l'entraide et les réseaux de solidarité afin de réduire à néant les capacités de secours en mer. Elle est devenue l'agence au plus gros budget européen avec 5,6 Milliards d'euros.

Les guerres génocidaire et coloniales : Le colonialisme considère les territoires et les populations à la fois comme sacrifiables et comme appropriables. Face aux résistances des peuples, les politiques génocidaires, intrinsèques aux projets coloniaux, se mettent en place comme réponse contre-insurrectionnelle. Le massacre racial de masse opéré en Palestine s'inscrit dans un processus colonial de destruction, d'occupation et de tentative d'effacement par Israël, rendu possible par la complicité des pays occidentaux et des régimes réactionnaires arabes alliés de l'impérialisme occidental. En seulement 2 ans, près de 100 000 martyrs palestinien·nes ont été tué·es dont 20 000 enfants. Les résistances sont attaquées de toute part en Palestine comme au Liban : en parallèle des bombardements, des tirs et des frappes, la torture systématique dans les prisons ont pour but d'anéantir la résistance et d'accélérer la colonisation.

Le régime global de la guerre et du contrôle est soutenu et entretenu par une dynamique de fascisation dans le Nord global qui sont les deux faces d'une même pièce. Au gré des guerres impérialistes, coloniales et néocoloniales, cette fascisation se structure, s'organise et s'aguerrit dans le but d'imposer par les armes des régimes autoritaires, capitalistes et racistes dans le Sud.

Pour un Front internationaliste de solidarité avec la lutte du peuple palestinien - Depuis près de 80 ans, les Palestinien·nes subissent les massacres, l'emprisonnement, la torture, l'apartheid, la dépossession et l'exil imposés par l'Etat colonial israélien. Malgré ces violences, iels résistent par tous les moyens pour leur liberté et leur autodétermination : intifadas, luttes armées, grèves, mobilisation des prisonnier·es, des pêcheur·es, des agriculteur·ices, préservation culturelle et réseaux d'éducation et de soin. Cette résistance face au génocide, portée par toutes les générations et la diaspora, inspire toutes les luttes de libération et nous rappelle l'importance d'un front internationaliste pour la Palestine.

Légende

1. Technopôle

Un technopôle est un lieu ou une structure organisée pour regrouper des entreprises, des laboratoires de recherche, des centres de formation et des services d'accompagnement afin de favoriser l'innovation technologique et le transfert de savoir-faire entre recherche et industrie. Les investissements publics dans la recherche et les infrastructures bénéficient aux industriels privés.

2. Infrastructures

Infrastructure militaire : Les bases militaires servent de centres nerveux aux opérations militaires : la formation et le logement des troupes, la logistique des opérations, l'équipement, les infrastructures nécessaires à la défense et à la planification stratégique.

Infrastructure de transport : Elles constituent les éléments physiques nécessaires au bon déroulement des opérations de transport et de distribution et sont difficiles à sécuriser sur toute leur longueur. La région PACA comporte des axes de fret routier et naval structurants pour l'Europe et la Méditerranée.

Centre de détention : Le complexe industriel carcéral vise à contenir, contrôler et tuer les personnes que l'État exploite et considère comme des menaces, y compris les personnes racisées, les migrant·es et les LGBTQI+.

3. Entreprises qui collaborent avec Israël :

Ces entreprises ont un lien avec l'état génocidaire sioniste d'Israël et ses entreprises d'armement que ce soit la fabrication d'armes de guerre, le soutien financier, la recherche, les technologies vendues ou encore le transport de ces marchandises.

4. Les grands groupes de la base industrielle et technologique de défense (BITD):

La BITD s'articule autour de multinationales dominant la production d'équipements stratégiques, des avions de combat aux missiles en passant par les drones high-tech. On relève la présence de 8 de ces groupes dans la région qui participent allègrement à cette économie de guerre. Les plus petites entreprises s'agrègent autour de ces grands groupes.

Autres entreprises : La base industrielle et technologique de défense (BITD) et plus largement les entreprises contribuant à la défense constituent le pilier de la stratégie française pour une soi-disant souveraineté militaire.

5. Chaîne de soutien :

Émanation étatique : la militarisation de l'État se concentre aussi dans ses émanations régionales comme les préfectures qui décident du maintien de l'ordre ou la région qui investit fortement dans le secteur de la défense afin d'attirer de nouvelles entreprises.

Financements : Les banques et les assurances au plus près des logiques de soutien et de garanties ont aussi des sièges sociaux régionaux.

Recherche : Sous couvert de neutralité scientifique, les instituts de recherches, universités et instituts de formations participent à développer les technologies de cette économie de la guerre dans tous les domaines.

Commercialisation : Les salons de l'armement sont des espaces de rencontres entre mise en spectacle d'armes de guerre et recrutement actif mêlant les civils aux militaires, les acheteurs et les vendeurs.

Chimie : Interdites en Europe mais vendues et exportées ailleurs, ces entreprises produisent des substances chimiques (souvent des pesticides) et perpétuent un colonialisme chimique. Leurs usages, notamment en contexte de guerre, ravagent les corps et l'environnement.

6. Luttes à Marseille !

Exemples de luttes et résistances sur Marseille - organisées pour la justice, en solidarité & par les personnes les plus touchées par l'extension du militaire au sein de notre société.

7. Pour aller plus loin...

Retrouve la carte détaillée avec les adresses en ligne sur *https://framacarte.org/m/213599/*
un travail de recherche réalisé par Stop Arming Israël 13.